

UNIVERSITÉ DE VILNIUS

DEIMILĖ PRAPIESTYTĖ

LA TRANSPARENCE DE LA PROCÉDURE DE RENVOI PRÉJUDICIEL DEVANT LA
COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE COMME GARANTIE DE
L'INTERPRÉTATION ET DE L'APPLICATION UNIFORMES DU DROIT DE L'UNION
EUROPÉENNE

Résumé de thèse
Sciences sociales, droit (01S)

Vilnius, 2012

2004–2012 Préparation de thèse en vue de l'obtention du Doctorat de l'Université de Vilnius

Directeur de thèse:

M. Egidijus KŪRIS, Professeur à l'Université de Vilnius, sciences sociales, droit – 01S

Jury de soutenance de thèse dans le domaine du droit de l'Université de Vilnius:

Président

M^{me} Skirgailė ŽALIMIENĖ, Maître de conférences à l'Université de Vilnius, sciences sociales, droit – 01S

Membres:

M. Vytautas NEKROŠIUS, Professeur à l'Université de Vilnius, sciences sociales, droit – 01S

M. Vytautas SINKEVIČIUS, Professeur à l'Université Mykolas Romeris, sciences sociales, droit – 01S

M. Gintaras ŠVEDAS, Professeur à l'Université de Vilnius, sciences sociales, droit – 01S

M. Justinas ŽILINSKAS, Professeur à l'Université Mykolas Romeris, sciences sociales, droit – 01S

Examineurs (participant à la soutenance):

M. Ignas VĖGĖLE, Professeur à l'Université Mykolas Romeris, sciences sociales, droit – 01S

M. Irmantas JARUKAITIS, Docteur en Droit à l'Université de Vilnius, sciences sociales, droit – 01S

M^{me} Deimilė PRAPIESTYTĖ soutiendra publiquement sa thèse pour obtenir le grade de Docteur en droit de l'Université de Vilnius devant le Jury dans le domaine du droit le 19 octobre 2012 (14 heures – Salle n° 403 – Faculté de droit de l'Université de Vilnius).

Adresse: Salle n° 403, 9 av. Saulėtekio, LT-10222, Vilnius, Lituanie.

Le 18 septembre 2012, le Résumé de thèse a été distribué.

La thèse est disponible à la Bibliothèque de l'Université de Vilnius.

VILNIAUS UNIVERSITETAS

DEIMILĖ PRAPIESTYTĖ

PREJUDICINIO SPRENDIMO PRIĖMIMO EUROPOS SAJUNGOS TEISINGUMO TEISME
PROCESO AIŠKUMAS KAIP VIENODO EUROPOS SAJUNGOS TEISĖS AIŠKINIMO IR
TAIKYMO GARANTIJA

Daktaro disertacijos santrauka
Socialiniai mokslai, teisė (01S)

Vilnius, 2012

Disertacija rengta 2004–2012 metais Vilniaus universitete

Mokslinis vadovas:

prof. dr. Egidijus Kūris (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S)

Disertacija ginama Vilniaus universiteto Teisės mokslo krypties taryboje:

Pirmininkas

doc. dr. Skirgailė Žalimienė (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S).

Nariai:

prof. habil. dr. Vytautas Nekrošius (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S);

prof. dr. Vytautas Sinkevičius (Mykolo Romerio universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S);

prof. habil. dr. Gintaras Švedas (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S);

prof. dr. Justinas Žilinskas (Mykolo Romerio universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S).

Oponentai:

prof. dr. Ignas Vėgėlė (Mykolo Romerio universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S);

dr. Irmantas Jarukaitis (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė – 01S).

Disertacija bus ginama viešame Teisės mokslo krypties tarybos posėdyje 2012 m. spalio 19 d. 14 val. Vilniaus universiteto Teisės fakulteto 403 auditorijoje.

Adresas: Saulėtekio al. 9, LT-10222, Vilnius, Lietuva.

Disertacijos santrauka išsiuntinėta 2012 m. rugsėjo 18 d.

Disertaciją galima peržiūrėti Vilniaus universiteto bibliotekoje.

RÉSUMÉ DE THÈSE ¹

Contexte académique et scientifique de la thèse. En conséquence de l'adhésion de la République de Lituanie à l'Union européenne, les autorités administratives et juridictions nationales doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'obligation d'interprétation et d'application uniformes du droit de l'Union européenne (ci-après l'«Union»). Les juridictions nationales ne sont plus les seules interlocutrices des justiciables.

L'article 19 du Traité sur l'Union européenne (ci-après «TUE») (tel que modifié par le Traité de Lisbonne) prévoit que les États membres établissent les voies de recours afin d'assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union. En vertu de cet article, la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après la «Cour») assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités. Il convient de rappeler que la Cour a été dotée de larges compétences juridictionnelles dès lors le début de son fonctionnement, et ce afin d'interpréter le droit de l'Union et de contrôler la légalité des actes législatifs de l'Union. La Cour n'a cessé, par sa jurisprudence, d'assurer la primauté, l'uniformité et l'efficacité du droit de l'Union. En substance, la portée de l'interprétation du droit de l'Union par la Cour se fonde sur les caractéristiques spécifiques du droit de l'Union, telles que son autonomie à l'égard des systèmes juridiques des États membres, son applicabilité directe et sa primauté en cas d'incompatibilité avec une norme juridique nationale. Du fait de l'extension permanente des domaines couverts par le champ d'application du droit de l'Union, rares sont les affaires dont la solution ne dépend plus que du droit national.

En vertu de l'article 19 TUE, la Cour statue conformément aux traités à titre préjudiciel, à la demande des juridictions nationales, sur l'interprétation du droit de l'Union ou sur la validité des actes adoptés par les institutions. Il convient de souligner que la moitié des affaires introduites à la Cour relève de cette procédure.

L'article 267 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après «TFUE») est relatif à la procédure préjudicielle. En vertu de cet article, lorsque des questions d'interprétation des traités ou de validité et d'interprétation des actes des institutions, organes ou organismes de l'Union sont soulevées devant une juridiction d'un État membre, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de statuer sur cette question.

Les juridictions des États membres souhaitant que la Cour statue sur leurs questions préjudicielles doivent comprendre les conditions dans lesquelles elles peuvent introduire une

¹ L'auteur de la thèse s'exprime à titre personnel.

demande de décision préjudicielle. Considérant la compétence exclusive d'interprétation du droit de l'Union conférée à la Cour, il convient de procéder à l'analyse de la jurisprudence de la Cour afin d'identifier celles-ci, qui constituent ainsi les éléments essentiels de la procédure préjudicielle. La jurisprudence de la Cour, dans laquelle elle clarifie les règles de procédure applicables en améliorant leur lisibilité, éclaire donc les juridictions nationales souhaitant saisir la Cour d'un renvoi préjudiciel et leur permet de le faire de manière efficace.

Au vu de l'ampleur et de l'importance des actes de l'Union ainsi que de leurs fréquentes modifications, la création du droit ne s'arrête pas avec l'adoption d'un acte. La Cour développe constamment le droit de l'Union en interprétant dans ses affaires différents aspects de ce droit.

L'objet de la recherche. L'analyse du droit de l'Union applicable à la procédure préjudicielle, tel que clarifié par la Cour dans sa jurisprudence, fait l'objet de la recherche en cause. L'analyse de cette jurisprudence démontre que, en pratique les juridictions nationales ne rencontrent pas de difficultés s'agissant l'aspect matériel de la procédure préjudicielle. En effet, elles arrivent à distinguer quels actes de l'Union sont susceptibles de faire l'objet d'une demande d'interprétation devant la Cour conformément à l'article 267 TFUE. En revanche, les juridictions nationales sont confrontées à des difficultés en ce qui concerne l'aspect procédural.

Cette conclusion est corroborée par l'augmentation du nombre de renvois préjudiciels considérés comme irrecevables par la Cour. La rigueur de la Cour en ce qui concerne la recevabilité des renvois préjudiciels pourrait être expliquée par les arguments suivants: premièrement, la Cour considère qu'aujourd'hui les États membres comprennent et connaissent mieux le droit de l'Union qu'au moment où elle a été mise en place; deuxièmement, une telle rigueur souligne la nécessité d'entamer un débat avec le législateur de l'Union afin d'améliorer la qualité de la réglementation de l'Union applicable aux procédures devant la Cour; troisièmement, les difficultés à satisfaire aux conditions de recevabilité pourraient résulter d'un accès insuffisant à l'information juridique et de problèmes linguistiques ainsi que d'une attitude désinvolte lors de la rédaction du renvoi, et quatrièmement, le développement rapide de la jurisprudence ne permet pas aux juridictions nationales d'en prendre connaissance en temps utile.

En outre, les arguments précités permettent de synthétiser la jurisprudence de la Cour en trois groupes, qui se retrouvent dans la doctrine juridique. Dans la jurisprudence relevant du premier groupe, dite jurisprudence de première génération, la Cour a défini les principes généraux du droit de l'Union et a établi la répartition des compétences entre la Cour et les juridictions nationales; la jurisprudence relevant du deuxième groupe, dite jurisprudence de deuxième génération, correspond à la création des règles destinées à assurer l'efficacité des

mécanismes procéduraux permettant aux juridictions nationales d'appliquer le droit de l'Union; enfin, la jurisprudence relevant du troisième groupe, dite jurisprudence de troisième génération, a établi des règles concernant le contrôle de l'activité des juridictions nationales afin de vérifier si elle applique le droit de l'Union en exerçant correctement leurs compétences de juge de l'Union de droit commun. Dans ce dernier groupe s'inscrivent les arrêts de la Cour dans lesquels a été instauré le principe de la responsabilité du juge national en cas de non-application du droit de l'Union ou d'interprétation erronée de celui-ci.

Les juridictions des États membres doivent disposer de toute l'information nécessaire pour bien comprendre la nature du droit de l'Union, et ce afin d'atteindre le but de la procédure préjudicielle, qui est d'assurer l'interprétation et l'application uniformes du droit de l'Union grâce à une procédure de coopération entre la Cour et les juridictions nationales. Il convient de souligner qu'après l'adhésion de la République de Lituanie à l'Union, seul un ouvrage portant sur la procédure préjudicielle a été publié en Lituanie. Aucune recherche plus approfondie portant sur l'organisation procédurale de l'adoption des arrêts préjudiciels n'a été présentée. Certaines questions ponctuelles, relatives à différents aspects de la procédure préjudicielle, n'ont été abordées que de manière générale dans les écrits portant sur les autres procédures devant la Cour (par exemple, le recours en annulation ou le recours en manquement).

L'objectif de la recherche. La thèse a pour objectif d'analyser les éléments suivants de la jurisprudence de la Cour: la fonction, la nature, les conditions et les caractéristiques principales de la mise en œuvre de la procédure préjudicielle ainsi que les effets des arrêts préjudiciels. Les résultats de cette analyse permettent d'apprécier l'impact de l'interprétation du droit de l'Union faite par la Cour sur l'uniformité de l'interprétation et de l'application du droit de l'Union dans tous les États membres.

Les tâches de la recherche. Afin d'atteindre l'objectif précité, la recherche a été fondée sur les tâches suivantes:

1) en premier lieu, l'examen de la base juridique de la procédure préjudicielle devant la Cour, et, en second lieu, l'examen du rôle des juridictions des États membres, des parties au litige (parties au principal) et des autres intéressés pouvant intervenir dans la procédure préjudicielle;

2) l'identification de certaines règles particulières à la procédure préjudicielle, qui visent à assurer son efficacité et sa durée raisonnable malgré l'augmentation constante du nombre de renvois préjudiciels;

3) l'identification des effets des arrêts préjudiciels.

Hypothèses à défendre. Les hypothèses à défendre, qui sont fondées sur la recherche effectuée en préparation de la thèse, sont les suivantes:

1) la nature de la procédure préjudicielle est déterminée par les caractéristiques spécifiques du droit de l'Union, y compris le développement constant de ce droit;

2) la valeur normative de la jurisprudence de la Cour résulte de la réglementation laconique et minimale applicables aux procédures devant les juridictions de l'Union;

3) l'application par la Cour d'une méthode d'interprétation large pour définir sa compétence telle que prévue par la réglementation de l'Union permet à celle-ci d'atteindre l'objectif de la procédure préjudicielle, à savoir celui d'assurer l'uniformité de l'interprétation et de l'application du droit de l'Union.

4) l'uniformité de l'interprétation et de l'application du droit de l'Union est assurée non seulement par la présence *ex ante* du droit primaire de l'Union, mais surtout par la réinterprétation (la révision) permanente de la jurisprudence de la Cour;

5) les arrêts préjudiciels de la Cour éclaircissent la portée des actes du droit de l'Union, créent les conditions préalables à l'adoption de décisions par les juridictions nationales dans les affaires au principal et permettent d'assurer l'interprétation et l'application uniformes du droit de l'Union.

Sources de la recherche. La recherche documentaire en vue de la préparation de la thèse consiste en les sources suivantes:

1) *les sources du droit* – le droit de l'Union, plus précisément les Traités, les actes adoptés par les institutions, les organes ou les organismes de l'Union, le Statut de la Cour de justice de l'Union européenne², le Règlement de procédure de la Cour de justice des Communautés européennes du 19 juin 1991³, le projet de règlement de procédure de la Cour de justice (versions du 25 mai 2011 et du 22 mars 2012), la Note informative sur l'introduction de procédures préjudicielles par les juridictions nationales (JO 2011 C 160, p. 1), la législation pertinente de la République de Lituanie, la jurisprudence de la Cour, la jurisprudence des juridictions des États membres, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ainsi que la jurisprudence des juridictions de Lituanie;

2) *la doctrine* – il convient d'observer que la doctrine relative à la procédure préjudicielle devant la Cour est bien plus développée à l'étranger qu'en Lituanie. Par conséquent, la recherche a été basée pour la plus grande part sur les écrits d'auteurs étrangers, parmi lesquels: M^{mes} C. Naômé et A. Rigaux, MM. A. Barav, C. Blumann, J.-C. Bonichot,

² Protocole (n° 3) sur le Statut de la Cour de justice de l'Union européenne. JO 2010 C 83, p. 210.

³ JO 1991 L 176, p. 7. Dernières modifications du règlement de procédure de la Cour de justice datent du 24 mai 2011 (JO 2011 L 162, p. 17).

L. Coutron, F. Donnat, K. N. Kakouris, R. Kovar, K. Lenaerts, P. Oliver, P. Pescatore, J. Pertek, D. Ruiz-Jarabo Colomer, D. Sarmiento, D. Simon, V. Skouris, A. Tizzano, G. Vandersanden, Th. Von Danwitz et M. Wathelet. Les aspects abordés dans la présente thèse ont été analysés, dans la doctrine lituanienne, par M. P. Kūris. Il convient également de nommer les autres auteurs ayant traité les différentes questions liées au fonctionnement de la Cour, M^{mes} S. Žalimienė, A. Limantė, R. Valutytė et MM. V. Valančius, I. Vėgelė, R. Norkus et I. Jarukaitis. L'étude d'ouvrages portant sur d'autres domaines du droit (par exemple, le droit constitutionnel et les droits de l'homme), notamment des écrits de M^{me} D. Jočienė et MM. E. Jarašiūnas et E. Kūris, a également été très enrichissante en vue de la préparation de la thèse;

3) *les autres sources* – les interventions présentées par des juges de la Cour dans le cadre de conférences ou de réunions avec des magistrats nationaux, les rapports de juridictions nationales portant sur leur expérience relative à la procédure préjudicielle devant la Cour;

4) *l'expérience professionnelle de l'auteur de la thèse* – le travail en tant que référendaire à la Cour de justice a été très instructif et a aidé à identifier l'utilité pratique des questions portant sur la mise en œuvre de la procédure préjudicielle qui sont analysées dans la thèse.

Méthodologie de la recherche. Méthodes d'analyse théoriques et empiriques utilisées pour la recherche: méthodes d'analyse historique, littérale, du contenu de la source documentaire, systématique, comparative et téléologique.

L'analyse historique a abordé l'évolution de la procédure préjudicielle et les développements de la base juridique sur laquelle repose cette procédure. Cette analyse a permis de clarifier l'impact de ladite évolution sur la jurisprudence de la Cour. L'approche historique a également permis d'apprécier la valeur de la procédure préjudicielle. *L'analyse littérale* a consisté en une lecture des actes juridiques de l'Union européenne et des États membres. Cette analyse a mis en évidence les incohérences existant entre les différentes versions linguistiques des arrêts de la Cour et a permis de clarifier le contenu des notions du droit de l'Union. *L'analyse du contenu des ressources documentaires* a permis d'aboutir à une réflexion critique sur les discussions doctrinales, sur la portée des actes juridiques et sur la jurisprudence de la Cour et d'identifier les liens entre le droit primaire et la jurisprudence. La mise en œuvre de *l'analyse systématique* a servi, en premier lieu, à apprécier le rôle de la procédure préjudicielle dans l'ensemble des voies de recours de l'Union. En second lieu, cette analyse s'est avérée utile pour décomposer la portée des de l'Union et (ou) d'en actes nationaux afin de saisir les rapports entre ceux-ci et de comprendre la portée de leurs dispositions concrètes. *L'analyse comparative* a été appliquée afin d'apprécier l'impact de la jurisprudence des juridictions nationales sur le

style des arrêts de la Cour. Le droit comparé est souvent aussi une source d'inspiration pour la Cour. *L'interprétation téléologique* est une des méthodes les plus importantes utilisées pour la présente recherche. Cette méthode se fonde sur la *ratio legis* et permet de discerner préalablement le but d'une interprétation du droit de l'Union fournie par la Cour dans sa jurisprudence. L'analyse téléologique effectuée lors de l'interprétation des actes de l'Union européenne implique une prise en compte du contexte dans lequel s'inscrit la disposition en question. L'interprétation téléologique est utilisée par la Cour pour fonder le raisonnement de ses arrêts. *La combinaison des méthodes systématique, téléologique et littérale* a été utilisée pour identifier les différences existant entre la terminologie juridique utilisée en droit national et celle utilisée en droit de l'Union. Par exemple, cette combinaison des méthodes susmentionnées a permis de mettre en évidence la notion de juridiction d'un État membre au sens de l'article 267 TFUE. L'application de cette combinaison de méthodes confirme la nécessité d'interpréter les termes du droit de l'Union indépendamment du droit national.

Pertinence de la recherche. Pour la première fois dans la doctrine de droit lituanien, la procédure préjudicielle est étudiée en détail, au moyen d'une analyse minutieuse de la jurisprudence de la Cour et d'une prise en compte approfondie des différents aspects de cette procédure. La thèse comprend ainsi une analyse de questions relatives à la procédure préjudicielle qui, jusqu'à présent, n'ont pas été traitées de manière approfondie dans les ouvrages juridiques: les règles relatives au prononcé des ordonnances du Président de la Cour concernant l'application de la procédure accélérée et de la procédure préjudicielle d'urgence ainsi que l'étude de la jurisprudence de la Cour sur cette question, le libellé des questions préjudicielles, les *obiter dictum* figurant dans certaines décisions préjudicielles. Cette thèse examine également le projet de nouveau règlement de procédure de la Cour et les actualités principales relatives à la procédure préjudicielle ainsi que les raisons pour lesquelles la modification de cette législation est envisagée. De plus, pour la première fois dans la doctrine lituanienne, sont analysées toutes les affaires portées devant la Cour par les juridictions lituaniennes.

Intérêt pratique de la recherche. L'analyse effectuée par l'auteur de cette thèse est pertinente tant d'un point de vue théorique que d'un point de vue pratique. Cette recherche, ainsi que l'information la plus importante qu'elle contient et qui porte sur la procédure préjudicielle, pourraient être utiles pour la rédaction de programmes d'enseignement et de matériel de formation par l'Université de Vilnius et les autres établissements d'enseignement supérieur. Cette thèse encouragera probablement l'analyse successive des autres procédures de la Cour par la doctrine lituanienne.

Cette thèse pourrait en outre s'avérer utile en tant que source d'information supplémentaire pour les juges des États membres souhaitant disposer de plus d'éléments relatifs au droit de l'Union et à ses différents domaines, y compris la procédure préjudicielle. Le fait qu'il n'existe pas suffisamment d'ouvrages en langues nationales sur le sujet susmentionné a été relevé par les juges nationaux, y compris lituaniens, ainsi qu'il ressort d'un rapport sur le rôle du juge national dans le système judiciaire européen adopté par le Parlement européen⁴. C'est la raison pour laquelle la thèse pourrait également être importante pour le cursus de formation professionnelle des juges, par exemple dans le Centre de formation des juges auprès de l'Administration nationale des tribunaux.

Approbaton des résultats de la recherche. Le 28 juin 2012, la thèse a été revue et approuvée par le Département de droit public de la Faculté de droit de l'Université de Vilnius.

Des articles de l'auteur de la thèse portant sur les questions analysées dans celle-ci, et présentant les résultats de la recherche effectuée pour la thèse ont été publiés dans la revue scientifique «Jurisprudencija» et dans la revue des Sciences sociales de l'Université Mykolas Romeris. Un article a également été publié dans l'ouvrage de la Faculté de droit de l'Université de Vilnius «Le droit de la Lituanie indépendante: passé, présent et perspectives. Liber Amicorum Jonas Prapiestis». Certains résultats de la recherche ont été présentés aux tribunaux au moyen d'une publication dans le bulletin de la Cour administrative suprême de Lituanie «La jurisprudence administrative». De plus, la jurisprudence de la Cour a été analysée dans le contexte de la protection de l'environnement dans l'Union (voir la liste des publications dans le cadre de la préparation de la thèse).

Résultats de la recherche. La thèse se compose d'un préambule, d'une partie rédactionnelle et analytique, et de conclusions. À la fin de la thèse, sont présentées la bibliographie, la liste des publications effectuées par l'auteur dans le cadre de préparation de la thèse et les annexes contenant des données statistiques. La partie rédactionnelle et analytique est structurée par les objectifs de la recherche et est divisée en cinq chapitres.

Le premier chapitre, intitulé «*Recevabilité de la demande de décision préjudicielle*» (Chapitre I), comprend l'analyse de la méthodologie suivie par la Cour pour adopter une décision sur la recevabilité des demandes de décision préjudicielle qui lui sont adressées. La réglementation de l'Union régissant la procédure devant la Cour ne précise pas les conditions de recevabilité de ces demandes; toutefois, ces conditions ont été définies par la jurisprudence de la

⁴ Rapport du 4 juin 2008 sur le rôle du juge national dans le système judiciaire européen (2007/2027(INI)), Commission des affaires juridiques, adopté par résolution du Parlement européen du 9 juillet 2008.

Cour. Dès lors, en se fondant sur cette jurisprudence et en suivant l'évolution de l'approche adoptée par la Cour quant à la recevabilité des questions préjudicielles qui lui sont posées, sont analysés, en premier lieu, le statut juridique de la juridiction saisissant la Cour d'une question préjudicielle en vertu de l'article 267 TFUE, en deuxième lieu, les conditions générales de recevabilité établies par la jurisprudence de la Cour et, en troisième lieu, les catégories de décisions prises par la Cour pour se prononcer sur la recevabilité d'une demande préjudicielle.

L'introduction d'une demande de décision préjudicielle (par voie d'ordonnance, de décision ou d'arrêt, conformément à la procédure nationale) est la condition permettant de débiter l'affaire à la Cour. La pertinence de la forme et du fond dudit document procédural est évidente, ce que rappelle la Cour elle-même lorsqu'elle constate que la juridiction d'un État membre chargée de l'affaire au principal est entièrement responsable pour la décision qu'elle adoptera dans ladite affaire. On constate que la Cour considère que le stade de la procédure préjudicielle auquel elle vérifie la recevabilité de la demande sert également à établir sa propre compétence. La Cour peut se prononcer sur la recevabilité du renvoi préjudiciel au début de l'affaire, ainsi qu'après avoir répondu au fond à la question qui lui est posée. La question de recevabilité de la demande préjudicielle peut être soulevée par la juridiction de renvoi, par la Cour elle-même ou par l'avocat général (au cas où la Cour décide de statuer avec le bénéfice de conclusions), ainsi que par les parties à l'affaire au principal et les parties intéressées ayant le droit de participer à la procédure devant la Cour.

Le respect des conditions de recevabilité est évalué conformément à l'ordre défini dans la jurisprudence de la Cour. Premièrement, il est vérifié si la Cour a été saisie par une juridiction nationale au sens de l'article 267 TFUE; deuxièmement, la forme et le fond du document procédural par lequel la Cour est saisie d'une demande préjudicielle sont examinés afin de déterminer s'ils satisfont aux exigences définies par la jurisprudence de la Cour et, troisièmement, la Cour choisit le type de document procédural par lequel elle règlera l'affaire.

L'analyse de la jurisprudence de la Cour permet de conclure que la connaissance, par les juridictions de renvoi, des critères de recevabilité des renvois préjudiciels pourrait raccourcir la durée de traitement des affaires, qui reste importante. Par exemple, la Cour n'aurait pas besoin d'adresser aux juridictions nationales des demandes d'explications ou d'informations supplémentaires qui lui semblent nécessaires afin de répondre de manière utile et appropriée aux questions préjudicielles posées.

Le chapitre suivant, intitulé «*Les pouvoirs d'une juridiction d'un État membre dans la procédure préjudicielle devant la Cour de justice*» (Chapitre II), est constitué de quatre sections. La première analyse le droit pour une juridiction nationale de saisir la Cour d'un renvoi

préjudiciel. La deuxième porte sur l'obligation pour une juridiction nationale de saisir la Cour d'une demande de décision préjudicielle et les dérogations à cette obligation. La troisième section examine la possibilité d'introduire un recours contre la décision d'une juridiction nationale de saisir la Cour d'un renvoi préjudiciel. La quatrième section concerne différents aspects relatifs à la formulation des questions préjudicielles.

Il n'existe pas de réglementation de l'Union spécifiquement destinée à régir la procédure préjudicielle. Cependant, certaines obligations à l'égard des juridictions nationales peuvent être trouvées dans l'article 267 TFUE, par exemple au paragraphe 2 de cet article, qui établit l'obligation pour les juridictions nationales de dernière instance de saisir la Cour d'un renvoi préjudiciel. Dans la thèse, la jurisprudence de la Cour est analysée afin de déterminer quel est, selon les règles établies par la jurisprudence de la Cour, le rôle d'une juridiction nationale au début de la procédure préjudicielle; quels sont les pouvoirs attribués aux juridictions nationales lors de la procédure préjudicielle; et s'il est possible de considérer les règles établies par la jurisprudence de la Cour et accordant des pouvoirs spéciaux aux juges nationaux comme des mesures destinées à atteindre l'objectif de la procédure préjudicielle, qui est de garantir l'uniformité de l'interprétation et de la mise en œuvre du droit de l'Union malgré la diversité des systèmes juridiques et des réglementations procédurales nationales.

L'article 267 TFUE prévoit le droit pour toute juridiction nationale qui estime qu'une interprétation du droit de l'Union est nécessaire pour rendre son jugement de saisir la Cour. De plus, le libellé de l'article 267 TFUE, paragraphe 2, présuppose que le droit ou l'obligation pour une juridiction nationale de saisir la Cour est déterminé selon sa position dans le système judiciaire national: lorsqu'une question d'interprétation est en cause, les juridictions nationales de dernière instance sont, en principe, obligées de saisir la Cour; pour les autres, il s'agit seulement d'une possibilité. Cependant, en vertu de la jurisprudence, toutes les juridictions nationales sont tenues de saisir la Cour lorsqu'une question de la validité d'un acte de l'Union est soulevée. La présente recherche a démontré que la Cour a, dans sa jurisprudence, interprété de manière détaillée la distinction entre le droit et l'obligation de saisir la Cour en vertu de l'article 267 TFUE.

La Cour reconnaît dans sa jurisprudence le droit d'introduire un recours à l'encontre des décisions de renvoi préjudiciel. L'obligation pour les juridictions nationales d'assurer que, après la fin d'une telle procédure de recours, toute information pertinente concernant les faits et les étapes procédurales dans l'affaire au principal soit fournie à la Cour, est toutefois prévue.

L'analyse de la jurisprudence de la Cour permet de constater que celle-ci examine les questions préjudicielles qui lui sont posées par une juridiction nationale à la lumière d'un

objectif essentiel de la procédure préjudicielle, celui d'assurer la collaboration entre la Cour et les juridictions des États membres. C'est la raison pour laquelle la Cour considère comme recevables certaines questions préjudicielles qui ne sont pas entièrement conformes avec les exigences inhérentes à la nature de la procédure préjudicielle. Dans de pareils cas, la Cour reformule les questions préjudicielles. La jurisprudence de la Cour démontre que le but principal poursuivi par la reformulation des questions est de fournir aux juridictions nationales, de la manière la plus utile pour rendre le jugement dans l'affaire au principal, l'information nécessaire afin de garantir l'uniformité du droit de l'Union. Les différentes méthodes de reformulation des questions posées par les juridictions nationales peuvent être divisées en trois catégories, à savoir la modification partielle ou totale de l'objet d'une question préjudicielle, un *obiter dicta* de la Cour et la restructuration d'une question préjudicielle.

Le chapitre suivant, intitulé «*Les parties dans la procédure préjudicielle devant la Cour de justice*» (Chapitre III), comprend, en premier lieu, la réponse à la question de savoir qui peut participer à la procédure préjudicielle, et, en second lieu, l'identification des rôles respectifs des parties et des intéressés dans cette procédure. On observe que les parties jouent un rôle important dans la procédure préjudicielle. Le fait que de nombreuses parties interviennent dans une affaire préjudicielle montre l'importance de la question soulevée par une affaire et illustre que la réponse qui lui sera apportée pourrait entraîner des changements non seulement à l'égard des États membres, mais aussi à l'égard des États tiers qui coopèrent avec l'Union. L'information contenue dans les observations écrites des parties à la procédure préjudicielle peut être utile à la Cour à plusieurs titres: premièrement, elle permet de comprendre les faits de l'affaire au principal et son contexte juridique, deuxièmement, elle permet de vérifier si toutes les parties à la procédure préjudicielle ont compris le contexte de l'affaire au principal et les questions préjudicielles de la même façon, troisièmement, elle permet de vérifier si la Cour dispose de toute l'information nécessaire pour apporter des réponses utiles; quatrièmement, elle complète l'information déjà fournie par la juridiction de renvoi, et, cinquièmement, elle présente divers points de vue sur l'interprétation et l'application du droit de l'Union. La Cour peut également demander à la juridiction de renvoi ainsi qu'aux autres parties à la procédure préjudicielle de lui fournir des éclaircissements, afin qu'elle puisse disposer de toute l'information dont elle estime avoir besoin.

Le quatrième chapitre, intitulé «*La procédure préjudicielle*» (Chapitre IV), porte sur les types de procédures préjudicielles suivants: la procédure ordinaire, la procédure accélérée et la procédure d'urgence. Il analyse les caractéristiques essentielles qui différencient ces trois types de procédure. La charge de travail de la Cour a augmenté en raison de l'élargissement progressif

des compétences du législateur de l'Union après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Ce traité a élargi les compétences partagées entre l'Union et les États membres. La tendance à l'augmentation du nombre des affaires jugées en application des procédures spéciales se dessine dans la jurisprudence la plus récente de la Cour.

Afin d'améliorer l'organisation du travail de la Cour, deux procédures spéciales ont été introduites dans le Règlement de procédure: la procédure préjudicielle accélérée et la procédure préjudicielle d'urgence. Ces procédures spéciales sont appliquées dans les circonstances suivantes: premièrement, une juridiction de renvoi a besoin d'une réponse rapide, deuxièmement, une question d'interprétation du droit de l'Union concerne un individu se trouvant dans une situation exceptionnelle (par exemple, les personnes en détention ou les mineurs). En effet, l'application des dites procédures s'avère particulièrement utile pour assurer une protection juridictionnelle efficace et rapide dans les affaires présentant les caractéristiques requises pour être traitées rapidement.

Le dernier chapitre, intitulé «*Les effets juridiques des arrêts préjudiciels*» (Chapitre V), comporte une analyse des effets des arrêts préjudiciels. Ces effets sont évalués *ratione personae* et *ratione temporis*. Le droit de l'Union ne contient aucune indication quant aux effets des arrêts préjudiciels. La Cour souligne dans sa jurisprudence que la spécificité des arrêts préjudiciels détermine les traits essentiels des effets qu'ils produisent, qui sont les suivants: la force obligatoire, le caractère général et la portée rétroactive de la réponse donnée.

L'article 267 TFUE prévoit que l'initiative de la procédure préjudicielle appartient à la juridiction nationale qui peut adresser à la Cour des questions préjudicielles portant sur l'interprétation et sur la validité du droit de l'Union. En effet, il ressort du libellé de cet article qu'il y a trois acteurs principaux dans la procédure préjudicielle: la juridiction d'un État membre, un État membre et une institution de l'Union. Cependant, afin d'assurer l'interprétation et l'application uniformes du droit de l'Union, la Cour a relevé dans sa jurisprudence le caractère *erga omnes* de son interprétation du droit de l'Union et de sa constatation de validité ou d'invalidité d'un acte.

Trois types d'effets *ratione temporis* des arrêts préjudiciels ont été identifiés: premièrement, les effets *ex tunc* des arrêts, deuxièmement, l'exception à l'effet *ex tunc* (l'effet *ex nunc*), troisièmement, la modulation des effets des arrêts préjudiciels au vu des circonstances. Ce n'est qu'à titre exceptionnel et par application du principe général de sécurité juridique que la Cour peut être amenée à limiter les effets *ex tunc* des arrêts préjudiciels. Il ressort de la jurisprudence de la Cour que les effets rétroactifs des arrêts préjudiciels peuvent être limités si

les conditions suivantes sont satisfaites: la condition de la bonne foi et l'existence d'un risque de troubles graves (par exemple pour les finances publique d'un État membre).

Les conclusions générales de la recherche ont été formulées comme suit:

1. Les caractéristiques du droit de l'Union, telles que sa nature spécifique, son caractère autonome (indépendance) du droit des États membres, la diversité de ses domaines d'application, les nombreuses traditions juridiques, le régime linguistique et l'influence du processus d'intégration européenne, justifient le caractère fragmentaire du droit de l'Union et ne permettent pas de codifier les actes adoptés dans les différentes matières relevant des compétences de l'Union. Le droit procédural de l'Union réglementant les procédures devant les juridictions de l'Union présente les mêmes caractéristiques que le droit matériel de l'Union. Par conséquent, l'interprétation du droit de l'Union dans la jurisprudence de la Cour apporte de la clarté au droit et justifie le caractère normatif de la jurisprudence.

2. Les arrêts préjudiciels de la Cour permettent, en premier lieu, aux juridictions nationales de saisir la Cour de la manière la plus efficace possible, ces arrêts contenant de nombreuses indications relatives notamment à la recevabilité des demandes de décision préjudicielle. Ils permettent, en deuxième lieu, auxdites juridictions de respecter les obligations leur incombant en vertu du droit de l'Union. En troisième lieu, ils servent à clarifier le contenu des dispositions du droit de l'Union et, en quatrième lieu, sont appliqués par la juridiction de renvoi afin de juger l'affaire au principal.

3. Le recours, dans la jurisprudence, à une méthode d'interprétation large du cadre juridique déterminant les compétences de la Cour est justifié par l'objectif d'assurer l'uniformité de l'interprétation et de l'application du droit de l'Union dans toutes les juridictions des États membres.

4. La charge de travail de la Cour est influencée par l'élargissement progressif des compétences du législateur de l'Union. Par conséquent, des procédures spéciales permettant de réduire les délais de la procédure préjudicielle, proposées par la Cour, ont été adoptées par le législateur et ont donné lieu à l'instauration, en plus de la procédure préjudicielle ordinaire, d'une procédure d'urgence et d'une procédure accélérée. L'application de ces procédures spéciales vise à préserver la capacité de la Cour à assurer l'efficacité et la rapidité de la protection juridictionnelle des particuliers se trouvant dans des situations très spécifiques. La jurisprudence récente de la Cour montre une tendance à l'augmentation du nombre des affaires jugées en application de ces procédures préjudicielles spéciales.

PUBLICATIONS DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DE LA THÈSE

PRAPIESTYTĖ, D. Le droit pénal et la procédure de renvoi préjudiciel à la Cour de justice de l'Union européenne (le texte original est publié en lituanien). *Le droit de la Lituanie indépendante: passé, présent et perspectives. Liber Amicorum Jonas Prapiestis*. Faculté de droit de l'Université de Vilnius, 2012, p. 61–74.

PRAPIESTYTĖ, D. La notion de juridiction au sens de l'article 267 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (le texte original est publié en lituanien). *Revue de Sciences sociales de l'Université Mykolas Romeris*, 2011, n° 3 (4), p. 1207–1227.

PRAPIESTIENĖ, R.; PRAPIESTYTĖ, D. Les aspects de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne assurant la protection de la santé (le texte original est publié en lituanien). *Revue Géographie*. Vilnius: l'Université de Vilnius, T. 46. n° 1–2, 2010, p. 25–32.

PRAPIESTIENĖ, R.; PRAPIESTYTĖ, D. Le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne dans la mise en œuvre de la politique de l'environnement de l'Union européenne (le texte original est publié en lituanien). *Revue Géographie*. Vilnius: l'Université de Vilnius, T. 46. n° 1–2, 2010, p. 33–42.

PRAPIESTYTĖ, D. Jurisprudence de la CJCE. Interprétation de la notion de la juridiction au sens de l'article 234 CE (le texte original est publié en lituanien). *La jurisprudence administrative. Bulletin de la Cour administrative suprême de Lituanie*. Vilnius, 2008, n° 5 (15), p. 317–324.

PRAPIESTYTĖ, D. Jurisprudence de la Cour administrative suprême de Lituanie et le droit européen (le texte original est publié en lituanien). *Revue scientifique de l'Université Mykolas Romeris*, 2006, n° 5 (83). p. 102–109.

NORKUS, I.; PRAPIESTYTĖ, D.; ir VALANČIUS, V. *Procès à la Cour de justice des Communautés européennes: renvoi préjudiciel* (le texte original est publié en lituanien). Vilnius: Teisinės informacijos centras, 2005.

INTERVENTIONS EN CONFÉRENCES

PRAPIESTYTĖ, D. Le principe de l'autonomie procédurale des juridictions nationales et le renvoi préjudiciel. L'intervention a été faite en conférence portant sur «Le rapport entre les principes du droit et les règles de droit dans la doctrine du droit et dans la jurisprudence». La conférence a eu lieu le 10 avril 2012 et a été organisée par le Département de droit civil et commercial de la Faculté de droit de l'Université Mykolas Romeris.

PRAPIESTYTĖ, D. Jurisprudence de la Cour administrative suprême de Lituanie et le droit européen. L'intervention a été faite en conférence portant sur «Les nouveautés en droit administratif et contentieux administratif». La conférence a eu lieu le 28 octobre 2005 et a été organisée par le Département de droit administratif et contentieux administratif de la Faculté de droit de l'Université Mykolas Romeris.

INFORMATIONS SUR L'AUTEUR

Deimilė Prapiestytė est née le 14 juin 1980

Éducation

2004-2012 Préparation du Doctorat à la Faculté de droit de l'Université de Vilnius
1998–2003 Diplôme d'Études de Master en droit, Faculté de droit de l'Université de Vilnius
Septembre 2002– Études dans le cadre du programme ERASMUS/SOCRATES, Faculté de
Mars 2003 sciences juridiques de l'Université Paris X Nanterre
1998 Diplôme du baccalauréat, École Jonas Basanavičius, Vilnius

Formations

Juillet 2008 Stage au Conseil d'État (Paris, France)
Juin 2005 – Stage au Conseil d'État (Paris, France)
Juillet 2005

Expérience professionnelle et académique

Depuis 2009 Référendaire, Cour de justice de l'Union européenne
2008–2009 Assistante juridique, Cour de justice de l'Union européenne
2007–2008 Adjointe au juge, Cour administrative suprême de Lituanie
2006–2008 Chargée de cours en droit administratif, Département de droit constitutionnel et de droit administratif, Faculté de droit de l'Université de Vilnius
2003–2007 Consultante auprès du Département de documentation et de recherche de la jurisprudence des Cours internationales (Cour européenne des Droits de l'Homme, Cour de justice de l'Union européenne)

DISERTACIJOS SANTRAUKA⁵

Temos aktualumas. Lietuvos Respublikai tapus Europos Sąjungos nare tinkamas Europos Sąjungos teisės taikymas ir aiškinimas tapo visų valstybės institucijų, nacionalinių teismų ir teisminių institucijų siekiamybe. Lietuvos teismai nuo mūsų valstybės įstojimo į Europos Sąjungą nebėra vieninteliai, galintys užtikrinti asmenų teisminę gynybą, o per visus juose vykstančius procesus jie neturi pamiršti vadovautis ir Europos Sąjungos teise.

Europos Sąjungos sutarties, pakeistos Lisabonos sutartimi (OL C 83, 2000, p. 13.), 19 straipsnyje nustatyta, kad Europos Sąjungos valstybės narės numato teisių gynimo priemones, būtinas užtikrinti Europos Sąjungos teisės reguliuojamų sričių veiksmingai teisminei apsaugai, o Europos Sąjungos Teisingumo Teismas užtikrina, kad aiškinant ir taikant Sutartis būtų laikomasi teisės. Pažymėtina, kad Teisingumo Teismui nuo pat jo veiklos pradžios buvo suteikta plačių galių oficialiai aiškinti Europos Sąjungos teisę ir spręsti dėl Europos Sąjungos teisės aktų teisėtumo, todėl jis nuosekliai formavo jurisprudenciją, užtikrinančią Europos Sąjungos teisės viršenybę, jos veiksmingumą valstybėse narėse, Europos Sąjungos teisės vientisumą ir savo paties principinį vaidmenį Europos Sąjungos teisės kontekste. Teisingumo Teismo atliekamas Europos Sąjungos teisės aiškinimas yra labai svarbus ir dėl Europos Sąjungos teisės specifiškumo, nes vertinant norminiu aspektu ji yra autonomiška, tiesiogiai taikoma teisė, o kolizijos atveju jai teikiamas prioritetas. Todėl Europos Sąjungos teisei nuolat plėtojantis vis mažiau lieka bylų, kuriose nacionaliniams teismams nereikėtų spręsti klausimų, susijusių su Europos Sąjungos teisės aiškinimu ir taikymu.

Europos Sąjungos sutarties 19 straipsnyje nustatyta, kad Europos Sąjungos Teisingumo Teismas, vadovaudamasis Sutartimis ir valstybių narių teismų prašymu, priima prejudicinius sprendimus dėl Europos Sąjungos teisės išaiškinimo arba institucijų priimtų aktų galiojimo. Per šį procesą Teisingumo Teismas išnagrinėja daugiau nei pusę visų gaunamų bylų.

Sutarties dėl Europos Sąjungos veikimo (toliau – SESV) 267 straipsnyje yra nustatyta prejudicinio sprendimo priėmimo proceso organizavimo tvarka. Jame įtvirtinta, jog, valstybės narės teismui nagrinėjant bylą kilus Europos Sąjungos teisės išaiškinimo ir (ar) Europos Sąjungos teisės akto galiojimo (teisėtumo) klausimui, šis nacionalinis teismas, manydamas, kad galutiniam sprendimui priimti jam reikia Europos Sąjungos Teisingumo Teismo sprendimo, gali kreiptis į Teisingumo Teismą su prašymu priimti prejudicinį sprendimą. Minėtame SESV straipsnyje yra įtvirtintas prejudicinio sprendimo priėmimo proceso institutas. Valstybės narės teismas, kreipdamasis į Teisingumo Teismą su prašymu priimti prejudicinį sprendimą, prašo ne

⁵ Disertacijoje išdėstyta asmeninė autorės nuomonė.

pateikti nuomonę dėl konkretaus ginčo sprendimo būdų ir ne *a fortiori* išspręsti ginčą, o „išaiškinti teisę“ (pranc. *dire le droit*).

Kad valstybių narių nacionaliniai teismai galėtų veiksmingai naudotis teise kreiptis į Teisingumo Teismą dėl prejudicinio sprendimo priėmimo, jie turi gerai suprasti šio proceso esmę ir pagrindinius jo elementus. Atsižvelgiant į tai, kad Teisingumo Teismo jurisdikcijai yra priskirta išimtinė teisė aiškinti Europos Sąjungos teisę, reikia analizuoti, kaip jo jurisprudencijoje atskleidžiamas teisės aiškinimo procesas ir pagrindiniai jo elementai. Tik Teisingumo Teismo jurisprudencija suteikia aiškumo nacionaliniams teismams, siekiantiems veiksmingai naudotis galimybe pateikti Teisingumo Teismui prejudicinius klausimus. Apskritai dėl Europos Sąjungos teisės aktų gausos ir jų nuolatinio keitimo, priėmus teisės aktą, Europos Sąjungos teisės kūrimas nesibaigia, bet iš tikrųjų yra nuolat Teisingumo Teismo plėtojamas, byla po bylos išaiškinant atskirus šios teisės aspektus. Taigi tai, kas vyksta Europos Sąjungos Teisingumo Teisme, galima palyginti su procesais, vykstančiais ir nacionaliniame lygmenyje.

Tyrimo objektas. Šios disertacijos tyrimo objektas – Europos Sąjungos teisės, reglamentuojančios prejudicinio sprendimo priėmimo procesą, analizė naudojantis Teisingumo Teismo jurisprudencija, kurioje atskleidžiamas šios teisės turinys ir valstybių narių teismams suteikiama aiškumo garantija. Tokį tyrimo objekto pasirinkimą lėmė tai, kad iš Teisingumo Teismo jurisprudencijos matyti, jog nacionaliniams teismams dažniausiai nekyla problemų dėl prejudicinio sprendimo priėmimo proceso materialinio aspekto, t. y. nekyla klausimų, dėl kokių Europos Sąjungos teisės aktų išaiškinimo ir (ar) teisėtumo kontrolės jie gali kreiptis į Teisingumo Teismą. Akivaizdu, kad nacionaliniams teismams nekyla sunkumų nustatant, ar Europos Sąjungos teisės aktas, dėl kurio išaiškinimo jo nagrinėjamoje byloje jam būtų naudinga kreiptis į Teisingumo Teismą, patenka į SESV 267 straipsnyje nurodytų Europos Sąjungos teisės aktų sąrašą. Tačiau kalbant apie prejudicinio sprendimo priėmimo procesą grynai procedūrinio aspektu, matyti, kad nacionaliniai teismai vis dažniau susiduria su įvairaus pobūdžio sunkumais. Šią išvadą patvirtina ir tai, kad pastaruosius kelerius metus Teisingumo Teismas vis dažniau nacionalinių teismų pateiktus prašymus priimti prejudicinį sprendimą pripažįsta nepriimtinais. Šią tendenciją būtų galima paaiškinti keleriopai: pirma, didesnę Teisingumo Teismo reiklumą nacionalinių teismų pateiktų procesinių dokumentų, kuriais prašoma priimti prejudicinį sprendimą, kokybei galėjo lemti tai, kad Europos Sąjungos teisė ir šios teisės supratimas valstybėse narėse yra gerokai išplėtoti, lyginant su Teisingumo Teismo veiklos pradžia; antra, Teisingumo Teismas, griežtindamas reikalavimus prašymams priimti prejudicinį sprendimą, inicijuoja diskusiją su Europos Sąjungos teisės aktų leidėjais dėl būtinybės svarstyti, ar Europos Sąjungos teisinė bazė, skirta Teisingumo Teismo veiklai ir jo

darbo organizavimui reglamentuoti, neturėtų būti atnaujinta; trečia, nacionaliniams teismams sunkumų rengiant procesinį dokumentą, kuriuo jie ketina kreiptis į Teisingumo Teismą su prašymu priimti prejudicinį sprendimą ir kuriame išdėsto prejudicinius klausimus, atsiranda dėl teisinės informacijos trūkumo arba atsinaus jų pačių požiūrio; ketvirta, Teisingumo Teismo jurisprudencijoje nuolat tikslinant ir papildant reikalavimus prašymams priimti prejudicinį sprendimą nacionaliniai teismai nespėja susipažinti su naujovėmis.

Teisingumo Teismo jurisprudenciją teisės doktrinoje yra siūloma skirstyti į tris grupes ar laikotarpius: pirmojoje grupėje, vadinamoje pirmosios kartos jurisprudencija, Teisingumo Teismas apibrėžė pagrindinius Europos Sąjungos teisės principus, taip pat nustatė pusiausvyrą tarp nacionaliniams teismams ir Teisingumo Teismui priskirtų įgaliojimų; antrojoje grupėje, vadinamoje antrosios kartos jurisprudencija, Teisingumo Teismas nustatė taisykles, leidžiančias užtikrinti, kad nacionaliniai teismai turėtų visus reikiamus įgaliojimus efektyviai ir veiksmingai taikyti Europos Sąjungos teisei; trečiojoje grupėje, vadinamoje trečiosios kartos jurisprudencija, Teisingumo Teismas pradėjo formuluoti taisykles, leidžiančias užtikrinti, kad nacionaliniai teismai tinkamai, efektyviai ir laikydamiesi jiems priskirtų įgaliojimų taikytų Europos Sąjungos teisę. Trečiosios kartos jurisprudencijai yra priskiriami tie Teisingumo Teismo priimti prejudiciniai sprendimai, kuriuose jis pasisakė dėl valstybių narių atsakomybės už tai, kad jų teismai netaikė Europos Sąjungos teisės arba ją taikė ir aiškino neteisingai.

Atsižvelgiant į prejudicinio sprendimo priėmimo proceso tikslą, – užtikrinti, kad Teisingumo Teismas ir nacionaliniai teismai, bendradarbiaudami pagal SESV 267 straipsnį, vienodai aiškintų ir taikytų Europos Sąjungos teisę, – labai svarbu, kad nacionaliniai teismai, nuo kurių priklauso pati šio bendradarbiavimo pradžia, turėtų visą reikiamą informaciją ir gerai suprastų šį Europos Sąjungos proceso teisės institutą.

Per visą Lietuvos Respublikos buvimo Europos Sąjungos nare laikotarpį buvo parengtas ir išleistas vienintelis išsamesnis leidinys (monografija) apie prejudicinio sprendimo priėmimo Teisingumo Teisme procesą. Išėjus šiai monografijai, be keleto straipsnių, daugiau leidinių, parengtų atlikus nuodugnią viso prejudicinio sprendimo priėmimo proceso analizę, t. y. išnagrinėjus šį procesą tiek materialiniu, tiek procedūriniu aspektu, publikuota nebuvo. Lietuvos teisės mokslo veikaluose prejudicinio sprendimo priėmimo procesas dažniausiai analizuojamas atliekant mokslinius tyrimus, kurių pagrindinis tyrimo objektas yra kitų rūšių Teisingumo Teisme vykstantys procesai ar atskiri su jais susiję klausimai.

Tyrimo tikslas. Pagrindinis disertacijos tyrimo tikslas – išnagrinėti Teisingumo Teismo jurisprudencijoje atskleistus prejudicinio sprendimo priėmimo proceso esminius elementus, jų sąveiką bei prejudicinių sprendimų sukeltus teisinius padarinius ir parodyti, kaip Teisingumo

Teismo atliekamas Europos Sąjungos teisės aiškinimas daro įtaką vienodam Europos Sąjungos teisės aiškinimui ir taikymui visoje Europos Sąjungoje.

Tyrimo uždaviniai. Disertacijos tyrimo tikslo siekiama įgyvendinant šiuos uždavinius:

1) *ištirti* prejudicinio sprendimo priėmimo proceso teisinius pagrindus, Europos Sąjungos valstybių narių teismų ir kitų prejudicinio sprendimo priėmimo proceso dalyvių įgaliojimų apimtį;

2) atsižvelgiant į vis didėjantį Teisingumo Teismui pateikiamų prašymų priimti prejudicinį sprendimą skaičių, *ištirti* proceso dėl prejudicinio sprendimo priėmimo teisenos ypatumus, leidžiančius užtikrinti veiksmingą šių prašymų nagrinėjimą ir greitą prejudicinių sprendimų priėmimą;

3) įvertinus prejudicinio sprendimo priėmimo proceso teisinius pagrindus ir valstybių narių teismų įgaliojimų apimtį šiame procese, *nustatyti* kokie teisiniai padariniai atsiranda pasibaigus šiam procesui.

Ginamieji teiginiai. Disertacijoje atlikto tyrimo pagrindu formuluojami šie ginamieji teiginiai:

1) prejudicinio sprendimo priėmimo procesas yra nulemtas Europos Sąjungos teisės integracinės specifikos ir šios teisės nuolatinio plėtojimo;

2) dėl lakoniško ir minimalaus Europos Sąjungos teisminėse institucijose vykstančių procesų reglamentavimo atitinkamos Europos Sąjungos teisės nuostatos yra nepakankamai aiškios, todėl Teisingumo Teismo jurisprudencija įgyja normatyvinę krūvį;

3) Teisingumo Teismas plečiamai aiškina pagal Europos Sąjungos teisės aktus jam suteiktus įgaliojimus, siekdamas efektyviai ir veiksmingai įgyvendinti prejudicinio sprendimo priėmimo proceso tikslą – užtikrinti vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą;

4) vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą garantuoja ne tik ir ne tiek *ex ante* esanti Europos Sąjungos statutinė teisė, kiek vis didesnio aiškumo tikslais nuolat interpretuojama Teisingumo Teismo praktika;

5) Teisingumo Teismo priimami prejudiciniai sprendimai kelia Europos Sąjungos teisės aiškumo lygį, sudaro prielaidas nacionaliniams teismams išspręsti nagrinėjamas bylas ir užtikrina vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą.

Tyrimo šaltiniai. Rengiant disertaciją naudoti šie tyrimo šaltiniai:

1) teisės šaltiniai – Europos Sąjungos teisinis – steigiamosios sutartys, SESV, Europos Sąjungos institucijų priimti teisės aktai, Europos Sąjungos Teisingumo Teismo statutai⁶,

⁶ Sutarties dėl Europos Sąjungos veikimo Protokolas (Nr. 3) dėl Europos Sąjungos Teisingumo Teismo statuto (OL C 83, 2010, p. 210–229).

Europos Sąjungos Teisingumo Teismo procedūros reglamentas, Europos Sąjungos Teisingumo Teismo procedūros reglamento projektas⁷, Teisingumo Teismo informacinis pranešimas dėl nacionalinių teismų prašymų priimti prejudicinį sprendimą pateikimo (toliau – Informacinis pranešimas)⁸ ir Lietuvos Respublikos teisės aktai; Teisingumo Teismo jurisprudencija, Teisingumo Teismo generalinių advokatų išvados ir nuomonės, Europos Sąjungos valstybių narių teismų praktika, Europos Žmogaus Teisių Teismo ir Lietuvos Respublikos teismų praktika;

2) doktrina – daugiausiai remtasi užsienio valstybių, taip pat Lietuvos autorių teisės mokslo veikalais. Iš jų išskirtini užsienio autoriai C. Naômé, A. Rigaux, A. Barav, C. Blumann, J.-C. Bonichot, L. Coutron, F. Donnat, K. N. Kakouris, R. Kovar, K. Lenaerts, P. Oliver, P. Pescatore, J. Pertek, D. Ruiz-Jarabo Colomer, D. Sarmiento, D. Simon, V. Skouris, A. Tizzano, G. Vandersanden, Th. Von Danwitz ir M. Wathelet. Disertacijoje nagrinėjamus klausimus Lietuvoje daugiausiai tiesiogiai yra tyręs akademikas prof. habil. dr. P. Kūris. Su Teisingumo Teismo veikla susijusius klausimus taip pat nagrinėjo prof. dr. V. Valančius, prof. I. Vėgėlė, doc. dr. S. Žalimienė, doc. dr. R. Norkus, dr. I. Jarukaitis, dr. A. Rimantė bei dr. R. Valutytė. Rengiant disertaciją buvo aktualūs ir kitų teisės šakų specialistų mokslo veikalai, kuriuose su prejudicinio sprendimo priėmimo procesu susiję klausimai tiesiogiai neanalizuojami, tačiau juose nagrinėjami atskiri Europos Sąjungos teisės klausimai. Iš jų paminėtini prof. dr. E. Jarašiūno, prof. dr. E. Kūrio ir doc. dr. D. Jočienės mokslo veikalai;

3) kiti šaltiniai – be paminėtų teisės šaltinių ir doktrinos, naudotasi įvairiais kitais šaltiniais, suteikusiais daug papildomos informacijos, pavyzdžiui, pranešimais, Teisingumo Teismo teisėjų perskaitytais įvairiose tarptautinėse konferencijose ar susitikimuose su nacionalinių teismų atstovais, taip pat įvairiais valstybių narių nacionalinių teismų patirties, susijusios su prejudicinio sprendimo priėmimo procesu, tyrimais;

4) autorės patirtis – kelerių metų darbas Europos Sąjungos Teisingumo Teismo teisėjo kabinete buvo naudingas sprendžiant dėl tam tikrų su prejudicinio sprendimo priėmimo procesu susijusių klausimų analizės disertacijoje praktinio naudingumo ir formuluojant kai kuriuos jos teiginius.

Tyrimo metodai. Disertacijoje taikomi įvairūs teoriniai ir empiriniai mokslinio tyrimo metodai: istorinės analizės, lingvistinės ir šaltinio turinio analizės, sisteminės analizės, lyginamosios analizės, teleologinės analizės ir kiti.

⁷ Rengiant ir svarstant Procedūros reglamento projektą buvo paskelbtos dvi šio dokumento redakcijos – 2011 m. gegužės 25 d. ir 2012 m. kovo 22 d. Rengiant šį darbą remtasi paskutiniąja, 2012 m. kovo 22 d., Procedūros reglamento projekto redakcija.

⁸ OL C 160, 2011, p. 1.

Istorinis tyrimo metodas taikytas siekiant atskleisti prejudicinio sprendimo priėmimo procesui keliamų reikalavimų svarbą ir jų pokyčius vykstant Europos Sąjungos teisės ir Teisingumo Teismo jurisprudencijos raidai. *Lingvistinis tyrimo metodas* taikytas konkrečių Europos Sąjungos ir jos valstybių narių teisės aktų normų turiniui atskleisti, analizuoti ir vertinti. Kartais šiuo metodu vertintos ir skirtingos Teisingumo Teismo sprendimų kalbinės versijos, pavyzdžiui, norint nustatyti tinkamiausią vartoti Europos Sąjungos teisės terminą. *Šaltinio turinio analizės metodo* taikymas leido tirti mokslinę literatūrą, teisės aktus bei oficialiąją teismų praktiką, taip pat kritiškai vertinti jų prasmę, parengti argumentais pagrįstus apibendrinimus ir išvadas. *Sisteminis tyrimo metodas* taikytas: siekiant visapusiškai išanalizuoti prejudicinio sprendimo priėmimo proceso instituto vietą Europos Sąjungos teisinėje sistemoje, nustatant šio proceso santykį su valstybių narių teisinėmis sistemomis, įvertinant konkretaus teisės akto ar konkrečios teisės normos vietą visoje teisės aktų sistemoje (tiek Europos Sąjungoje, tiek valstybėse narėse). *Lyginamasis tyrimo metodas* taikytas Teisingumo Teismo jurisprudencijos raidos tendencijoms nagrinėti. Jis taip pat padėjo nustatyti Teisingumo Teismo ir valstybių narių teismų jurisprudencijos sąlyčio taškus, pavyzdžiui, tiriant galimą valstybių narių teismų praktikos įtaką Teisingumo Teismo sprendimų struktūrai ir jų rengimo stiliui. Be to, dauguma Teisingumo Teismo priimtų prejudicinių sprendimų ir jų motyvų buvo parengti taikant lyginamosios teisės metodą. *Teleologinis tyrimo metodas* šiame darbe buvo vienas iš pagrindinių. Jis padėjo atskleisti specifinius Teisingumo Teismo veiklos bruožus, jo veikimo pobūdį ir tikslus. Šis tyrimo metodas ypač reikalingas nustatyti, kokių tikslų buvo siekiama priimant teisės aktus. Be to, jis yra vienas iš pagrindinių teisės aiškinimo metodų, labai dažnai taikomų ir Teisingumo Teismo. *Sisteminis, teleologinis ir lingvistinis metodais* bendrai naudotasi tiriant Europos Sąjungos teisės terminijos, svarbios tyrimo objektui atskleisti, turinį ir apibūdinant jos specifiškumą bei pagrindinius skirtumus nuo valstybių narių nacionalinėje teisėje vartojamų terminų. Pavyzdžiui, taikant šiuos teisės aiškinimo metodus buvo nustatyta teismo sąvoka pagal SESV 267 straipsnį ir tai, kokios valstybių narių teisminės institucijos, pateikiančios prašymus priimti prejudicinį sprendimą, pripažįstamos teismu prejudicinio sprendimo priėmimo procese. Naudoti šį kelių tyrimo metodų junginį analizuojant Europos Sąjungos teisę labai svarbu, nes dėl integracinės šios teisės specifikos visi joje vartojami terminai turi būti aiškinami neatsižvelgiant į valstybių narių vidaus teisę.

Tyrimo mokslinis naujumas. Pirmą kartą Lietuvos teisės doktrinoje prejudicinio sprendimo priėmimo procesas kompleksiskai tiriamas remiantis Teisingumo Teismo jurisprudencija ir atsižvelgiant į joje atskleistus šio proceso aspektus. Disertacijoje analizuojami mažai teisės mokslo veikaluose iki šiol tirti atskiri prejudicinio sprendimo priėmimo proceso

klausimai: Teisingumo Teismo pirmininko nutarčių dėl specialiųjų procedūrų taikymo turinys ir skelbimo tvarka, prejudicinių klausimų formulavimas, prejudicinių sprendimų *obiter dicta*. Šiame darbe taip pat remiamasi Teisingumo Teismo procedūros reglamento projektu ir tiriamos svarbiausios naujovės, susijusios su prejudicinio sprendimo priėmimo procesu, bei teisinio reguliavimo pakeitimo priežastys. Be to, pirmą kartą Lietuvos teisės doktrinoje analizuojamos visos Teisingumo Teismo nagrinėtos Lietuvos teismų inicijuotos prejudicinės bylos.

Tyrimo praktinė reikšmė. Disertacijoje atliktas tyrimas yra svarbus tiek teoriniu, tiek praktiniu požiūriu. Šiuo tyrimu ir susisteminta svarbiausia informacija apie prejudicinio sprendimo priėmimo procesą gali būti remiamasi Vilniaus universitete ir kitose aukštosiose mokyklose rengiant su Europos Sąjungos teise susijusias dalykų programas ar mokymo medžiagą. Tikėtina, kad ši disertacija bus postūmis analizuoti Teisingumo Teismo procesą apskritai ar atskiras teisenos rūšis ir Lietuvos teisės doktrinoje.

Šiuo darbu kaip pagalbine priemone galės naudotis nacionalinių teismų teisėjai, kurie pageidauja daugiau literatūros apie Europos Sąjungos teisę ir konkrečius šios teisės institutus, tokius kaip prejudicinio sprendimo priėmimo procesas, ir kurie kaip vieną iš pagrindinių trūkumų nurodo tai, kad nepakanka literatūros gimtąja kalba. Tarp tokį pageidavimą išsakyusiųjų – Lenkijos, Lietuvos, Slovėnijos ir Vengrijos teisėjai. Todėl šis disertacijos tyrimas panaudotinas ir teisėjų kvalifikacijai kelti, pavyzdžiui, Teisėjų mokymo centre prie Nacionalinės teismų administracijos.

Tyrimo rezultatų aprobavimas. Darbas 2012 m. birželio 28 d. apsvarstytas ir aprobuotas Vilniaus universiteto Teisės fakulteto Viešosios teisės katedroje. Disertacijoje tiriamais klausimais autorės parengti straipsniai paskelbti Lietuvos mokslo leidiniuose – Mykolo Romerio universiteto mokslo darbų žurnaluose *Jurisprudencija* ir *Socialinių mokslų studijos*, – kuriuose pristatomi tyrimo rezultatai. Vienas straipsnis paskelbtas Vilniaus universiteto Teisės fakulteto leidinyje „*Nepriklausomos Lietuvos teisė: praeitis, dabartis ir perspektyvos. Liber Amicorum Jonui Prapiesčiui*“. Kai kurie disertacijos tyrimo rezultatai pristatyti teismams, paskelbiant juos specializuotame teismų praktikos leidinyje „*Administracinė jurisprudencija*“. Be to, vertinta disertacijai aktuali Teisingumo Teismo jurisprudencija, susijusi su Europos Sąjungos aplinkos apsaugos sritimi (žr. disertacijos autorės paskelbtų mokslo publikacijų disertacijos tema sąrašą). Disertacijos tema autorė taip pat yra parengusi ir perskaičiusi pranešimų Lietuvoje vykusiose mokslinėse konferencijose.

Tyrimo rezultatai. Darbą sudaro įvadas, dėstomoji–tiriamoji darbo dalis ir išvados. Disertacijos pabaigoje pateikiami naudotų tyrimo šaltinių ir autorės publikuotų straipsnių

disertacijos tema sąrašai bei priedai. Dėstomoji–tiriamoji dalis, sąlygojama konkretaus tyrimo tikslo ir uždavinių, skirstoma į penkis skyrius.

Pirmajame skyriuje „*Prašymo priimti prejudicinį sprendimą priimtimumo nagrinėti pagrindai*“ yra analizuojama, kaip Teisingumo Teismas vertina gautus nacionalinių teismų prašymus priimti prejudicinius sprendimus spręsdamas dėl jų priimtimumo nagrinėti. Europos Sąjungos teisės aktuose, reglamentuojančiuose procesą Teisingumo Teisme, tiesiogiai nebuvo nustatyta prašymų priimti prejudicinį sprendimą priimtimumo pagrindų, bet juos suformavo Teisingumo Teismas savo jurisprudencijoje. Todėl analizuojant Teisingumo Teismo praktiką ir laikantis joje nustatytos minėtų prašymų priimtimumo vertinimo tvarkos tiriama, pirma, prašymą priimti prejudicinį sprendimą pateikusių nacionalinio teismo statusas, taikant SESV 267 straipsnį, antra, bendrieji reikalavimai, Teisingumo Teismo praktikoje nustatyti sprendžiant, ar nacionalinio teismo prašymas priimtinas nagrinėti, ir, trečia, Teisingumo Teismo sprendimų, priimtų išnagrinėjus priimtimumo klausimą, rūšys.

Teisingumo Teismui pateikiamas valstybės narės teismo nagrinėjant bylą priimtas procesinis dokumentas (sprendimas, nutarimas ar nutartis, kaip nustatyta nacionalinės proceso teisės aktuose) ir jame išdėstomas prašymas priimti prejudicinį sprendimą yra pagrindas iškelti bylai Teisingumo Teisme. Todėl šio procesinio dokumento formos ir turinio reikšmė yra akivaizdi, ją primena ir pats Teisingumo Teismas, nuroydamas, kad valstybės narės teismas prisiima visą atsakomybę už nagrinėjamoje pagrindinėje byloje priimamą sprendimą. Konstatuojama, kad Teisingumo Teismas prejudicinio sprendimo proceso dalį, kai jis tikrina, ar nacionalinio teismo pateiktas prašymas priimti prejudicinį sprendimą gali būti pripažintas priimtinu, laiko ir savo paties kompetencijos patikrinimu. Pažymima, kad pradėjęs nagrinėti bylą Teisingumo Teismas gali pirmiausia išspręsti prašymo priimti prejudicinį sprendimą priėmimo klausimą arba dėl priimtimumo gali pasisakyti tik išnagrinėjęs bylą iš esmės. Prašymo priimti prejudicinį sprendimą priimtimumo klausimą gali iškelti nacionalinis teismas, kreipęsis dėl prejudicinio sprendimo priėmimo, pats Teisingumo Teismas, generalinis advokatas (jei buvo nuspręsta, kad bylai nagrinėti bus reikalinga jo išvada) ir visos bylos šalys bei suinteresuotieji asmenys, turintys teisę dalyvauti prejudicinio sprendimo procese.

Prašymo priimti prejudicinį sprendimą priimtimumo pagrindai tiriami Teisingumo Teismo jurisprudencijoje nustatyta seka, kurios laikantis tikrinama, pirma, ar į Teisingumo Teismą kreipėsi nacionalinis teismas SESV 267 straipsnio prasme, antra, ar procesinio dokumento, kuriuo prašoma priimti prejudicinį sprendimą, forma ir turinys atitinka Teisingumo Teismo jurisprudencijoje nustatytus požymius, ir, trečia, kokį procesinį dokumentą pats Teisingumo Teismas priims išnagrinėjęs prašymą priimti prejudicinį sprendimą.

Teisingumo Teismo jurisprudencijos analizė parodė, kad, kai į Teismą kreipiamasi žinant reikalavimus, keliamus prašymams priimti prejudicinį sprendimą, būna trumpesni bylos nagrinėjimo terminai, kurie yra svarbūs, kai bylos nagrinėjime tam tikru požiūriu dalyvauja ir Teisingumo Teismas (pavyzdžiui, Teisingumo Teismui nereikėtų kreiptis į nacionalinį teismą su prašymu pateikti paaiškinimus ar papildomą informaciją, reikalingą tinkamam ir naudingam atsakymui į prejudicinį klausimą parengti).

Antrąjį skyrių „*Europos Sąjungos valstybės narės teismo įgaliojimai kreiptis dėl prejudicinio sprendimo priėmimo*“ sudaro keturi poskyriai: pirmajame analizuojama nacionalinio teismo teisė kreiptis dėl prejudicinio sprendimo priėmimo; antrajame – nacionalinio teismo pareiga kreiptis dėl prejudicinio sprendimo priėmimo ir galimos išimties iš šios pareigos; trečiajame – galimybė skusti nacionalinio teismo procesinį dokumentą, kuriuo prašoma priimti prejudicinį sprendimą, ir ketvirtajame – prejudicinio klausimo suformulavimo ypatumai.

Atsižvelgiant į tai, kad nėra specialių, skirtų tik prejudicinio sprendimo priėmimo procesui reglamentuoti, Europos Sąjungos teisės aktų, o SESV 267 straipsnyje jau galima įžvelgti tam tikrų įpareigojimų nacionaliniams teismams (pavyzdžiui, SESV 267 straipsnio 2 dalyje nustatyta paskutinės instancijos teismo pareiga kreiptis dėl prejudicinio sprendimo), analizuojama Teisingumo Teismo jurisprudencija ir siekiama nustatyti: kaip nacionalinio teismo vaidmens svarba pasireiškia prejudicinio sprendimo priėmimo proceso pradžioje; kokius įgaliojimus priimant prejudicinį sprendimą turi nacionaliniai teismai, ar galima Teisingumo Teismo jurisprudencijoje suformuluotas taisykles, nustatančias specialius įgaliojimus nacionaliniams teismams, pripažinti priemonėmis padedančiomis pasiekti prejudicinio sprendimo priėmimo proceso tikslą – užtikrinti vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą, nepaisant didžiulės valstybių narių teismų sistemų ir teisminių procesų įvairovės.

Konstatuojama, kad SESV 267 straipsnyje, pirma, numatyta bendra visų nacionalinių teismų teisė kreiptis į Teisingumo Teismą su prašymu priimti prejudicinį sprendimą, kai jie mano, kad Teisingumo Teismo pateiktas Europos Sąjungos teisės išaiškinimas būtų naudingas priimant sprendimą savo nagrinėjamoje byloje, antra, iš pačios SESV 267 straipsnio 2 dalies dispozicijos matyti, kad teisės ar pareigos priskyrimas nacionaliniam teismui priklauso nuo jo užimamos vietos valstybės narės teismų sistemoje, t. y. aukščiausiųjų instancijų nacionaliniams teismams yra nustatyta pareiga, o visų kitų instancijų nacionaliniams teismams – teisė kreiptis į Teisingumo Teismą. Tyrimo metu nustatyta, kad Teisingumo Teismo jurisprudencijoje buvo detaliam išaiškinti SESV 267 straipsnyje įtvirtinti nacionalinių teismų teisės ir pareigos kreiptis į Teismą dėl prejudicinio sprendimo atskyrimo pagrindai.

Pažymima, kad Teisingumo Teismo jurisprudencijoje pripažįstama teisė skųsti nacionalinio teismo priimtą procesinį dokumentą, kuriuo kreiptasi į Teisingumo Teismą prašant priimti prejudicinį sprendimą. Nacionaliniams teismams numatyta pareiga užtikrinti, kad, tuo atveju, kai pagal nacionalinę teisę bus pasinaudota galimybe skųsti minėtą procesinį dokumentą, Teismui bus laiku pateikta visa svarbi informacija apie pagrindinėje byloje vykstančius procesinius įvykius, galinčius turėti įtakos ir prejudicinio sprendimo priėmimo procesui.

Tiriant Teisingumo Teismo jurisprudenciją, nustatyta, kad Teisingumo Teismas, vertindamas nacionalinio teismo jam pateiktus prejudicinius klausimus, visų pirma vadovaujasi svarbiausiu prejudicinio sprendimo priėmimo proceso tikslu – užtikrinti bendradarbiavimą tarp Teismo ir nacionalinių teismų, – todėl priimtinais jis gali pripažinti ir ne visai prejudicinio sprendimo priėmimo proceso specifiką atitinkančius klausimus. Tokiais atvejais Teisingumo Teismas pasinaudoja savo paties numatyta teise performuluoti ar patikslinti prejudicinius klausimus. Iš Teisingumo Teismo jurisprudencijos matyti, kad pagrindinis tikslas, kurio siekia Teisingumo Teismas performuluodamas nacionalinio teismo pateiktus prejudicinius klausimus, yra suteikti pastarajam visą, Teismo nuomone, galutiniam sprendimui pagrindinėje byloje priimti naudingą, reikalingą informaciją ir tinkamai atsakyti į užduotus klausimus, taip užtikrinant vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą visose valstybėse narėse. Konstatuota, kad Teisingumo Teismo naudojamus nacionalinio teismo pateiktų prejudicinių klausimų performulavimo būdus iš esmės galima suskirstyti į tris pagrindines grupes: *pirma*, dalinis arba visiškas prejudicinio klausimo dalyko pakeitimas; *antra*, Teisingumo Teismo *obiter dicta* ir, *trečia*, struktūrinis prejudicinių klausimų pakeitimas.

Trečiajame skyriuje „**Prejudicinio sprendimo priėmimo proceso dalyviai**“ tiriama, kokiems suinteresuotiems asmenims, be valstybių narių teismų, numatyta galimybė dalyvauti prejudicinio sprendimo priėmimo procese ir kokie įgaliojimai jiems numatyti.

Nustatyta, kad prejudicinio sprendimo priėmimo proceso dalyviai atlieka svarbų vaidmenį, o į prejudicinės bylos nagrinėjimą įstojusių šalių skaičius dažniausiai parodo iškilusių teisės klausimų reikšmę ne tik Europos Sąjungos, bet ir valstybių narių teisinėms sistemoms, taip pat kitoms valstybėms, kurios nėra Europos Sąjungos narės, bet yra vienaip ar kitaip susijusios su ja. Prejudicinės bylos šalių pateikiamos rašytinės pastabos ir jose išdėstoma informacija Teisingumo Teismui gali būti naudinga šiais aspektais: nustatant, ar visi proceso dalyviai vienodai suprato prašyme dėl prejudicinio sprendimo priėmimo nurodytą informaciją; vertinant, ar Teismas turi pakankamai informacijos apie teises ir faktines pagrindinės bylos aplinkybes, ir papildant jau turimą informaciją; padedant plačiau ir įvairiapusiškiau įvertinti iškilusių teisės aiškinimo ar taikymo problemą. Teisingumo Teismo teisė prašyti prašymą dėl

prejudicinio sprendimo priėmimo pateikuso teismo ir kitų proceso dalyvių pateikti paaiškinimus daro patį prejudicinio sprendimo priėmimo procesą daug aiškesnį. Be to, iš proceso dalyvių gauta papildoma informacija leidžia įsitikinti, ar teisingai buvo suprastos ir įvertintos pagrindinės bylos faktinės ir teisinės aplinkybės.

Ketvirtajame skyriuje „**Prejudicinio sprendimo priėmimo teiseną**“ yra tiriama prejudicinio sprendimo priėmimo teisenos tipologija: pirma, įprastinė prejudicinio sprendimo priėmimo teiseną, antra – pagreitinta prejudicinio sprendimo priėmimo teiseną, ir trečia – prejudicinio sprendimo priėmimo skubos tvarka teiseną. Tyrimas atskleidžia pagrindinius prejudicinio sprendimo priėmimo įprastinės ir specialiosios teisenos ypatumus ir svarbiausius skirtumus tarp šių teisenos rūšių.

Europos Sąjungos teisės aktų leidėjo kompetencijos išplėtimas po Lisabonos sutarties įsigaliojimo ir tai, kad jam buvo priskirta kompetencija priimti teisės aktus anksčiau tik valstybių narių įstatymų leidejams priklausiusiose srityse (pavyzdžiui, baudžiamųjų teisinių santykių), padidėjo ir Teisingumo Teismo darbo krūvis. Dėl nuolatinio bylų srauto didėjimo reikėjo imtis specialių priemonių ir prejudicinio sprendimo priėmimo procese. Procedūros reglamente buvo įtvirtintos dvi specialiosios šio proceso teisenos rūšys – pagreitinta ir skubos tvarkos. Konstatuota, kad prejudicinio sprendimo priėmimo procese specialios teisenos rūšys taikomos tokiais atvejais: pirma, kai nacionaliniams teismams neatidėliotinai reikia atsakymų į prejudicinius klausimus, antra, kai iškilę Europos Sąjungos teisės aiškinimo klausimai yra susiję su asmenimis, kurių teisinė situacija yra labai specifinė. Padaryta išvada, kad specialių teisenos rūšių taikymas prejudicinio sprendimo priėmimo procese užtikrina veiksmingą ir operatyvią asmenų teisių teisminę gynybą.

Penktajame skyriuje „**Prejudicinių sprendimų teisiniai padariniai**“ tiriami Teisingumo Teismo priimtų prejudicinių sprendimų teisinių padarinių ypatumai. Prejudicinių sprendimų teisiniai padariniai yra vertinami dviem aspektais: pirma, *ratione personae*, ir antra, *ratione temporis*.

Europos Sąjungos statutinėje teisėje nėra nustatyta, kokią galią turi Teisingumo Teismo priimti prejudiciniai sprendimai. Teismas, pabrėždamas jo priimamų prejudicinių sprendimų autentiškumą, nurodė, kad šie sprendimai pasižymi savitu privalomumo pobūdžiu, kuriam būdingi keli požymiai – privalomumas, bendrumas ir galiojimas atgal. Pažymima, kad SESV 267 straipsnyje numatyta, jog prejudicinio sprendimo priėmimo procesą inicijuoja valstybės narės teismas, kreipdamasis į Teisingumo Teismą dėl Europos Sąjungos institucijų priimtų teisės aktų išaiškinimo ar dėl šių teisės aktų teisėtumo. Iš šio SESV straipsnio dispozicijos matyti, kad prejudicinio sprendimo priėmimo proceso pagrindiniai dalyviai iš esmės yra trys –

valstybės narės teismas, valstybė narė ir Europos Sąjungos institucijos. Tačiau tam, kad prejudicinio sprendimo priėmimo proceso tikslas užtikrinti vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą visoje Europos Sąjungoje būtų visiškai pasiektas, Teisingumo Teismas turėjo suformuluoti taisykles, susijusias su prejudicinių sprendimų teisinių padarinių atsiradimu platesniam subjektų ratui. Didėjantis Europos Sąjungos valstybių narių skaičius ir paties Teismo jurisdikcijos išplėtimas po Lisabonos sutarties įsigaliojimo paskatino Teisingumo Teismą labiau pabrėžti prejudicinių sprendimų privalomumą visiems valstybių narių teismams, visoms valstybėms narėms bei jų institucijoms ir visoms Europos Sąjungos institucijoms.

Konstatuota, kad yra trys prejudicinio sprendimo galiojimo *ratione temporis* formos: pirma, prejudicinio sprendimo galiojimas *ex tunc*, antra, išimtis, numatanti prejudicinio sprendimo galiojimą *ex nunc*, ir, trečia, išimtis dėl išimties taikymo, nustatant prejudicinio sprendimo galiojimą *ratione temporis* (pranc. *l'exception à l'exception*). Tik išskirtiniu atveju Teisingumo Teismas vadovaudamasis teisinio saugumo principu gali apriboti priimto prejudicinio sprendimo galiojimą *ex tunc* ir numatyti, kad konkretaus Europos Sąjungos teisės akto išaiškinimas ar jo pripažinimas neteisėtu galios *ex nunc*. Teisingumo Teismas taip pat nustatė dvi būtinas sąlygas, leidžiančias nustatyti prejudicinio sprendimo galiojimą *ex nunc*: gera valia ir sunkių padarinių rizika.

Atlikto mokslinio tyrimo pagrindu darbe formuluojamos šios **išvados**:

1. Integracinis Europos Sąjungos teisės pobūdis, jos specifiskumas, nepriklausomumas nuo valstybių narių teisės, Europos Sąjungos teisės aktais reguliuojamų socialinių teisinių santykių įvairovė, teisės tradicijų ir kalbų gausa Europos Sąjungos valstybėse narėse nulemia šios teisės fragmentiškumą ir nesuteikia galimybės kodifikuoti atskirose Europos Sąjungos politikos srityse priimtų teisės aktų. Tokia pati situacija atsispindi ir Europos Sąjungos teisės aktuose, reglamentuojančiuose Europos Sąjungos teisminių institucijų veiklą. Todėl Europos Sąjungos teisės aiškinimas Teisingumo Teismo jurisprudencijoje tampa prielaida padidinti šios teisės aiškumui, o pati jurisprudencija turi normatyvinį krūvį.

2. Teisingumo Teismo priimti prejudiciniai sprendimai padeda nacionaliniams teismams veiksmingai pasinaudoti SESV 267 straipsnyje numatyta teise ir (ar) tinkamai įvykdyti jiems priskirtas pareigas, suteikia Europos Sąjungos teisės aiškumo prielaidą ir padeda nacionaliniams teismams priimti galutinį sprendimą pagrindinėse bylose. Todėl nuolatinė Teisingumo Teismo formuojamos jurisprudencijos analizė yra veiksminga priemonė vienodam Europos Sąjungos teisės aiškinimui ir taikymui visoje Europos Sąjungoje užtikrinti bei Europos Sąjungos teisės aktų veiksmingumui garantuoti.

3. Prejudicinio sprendimo priėmimo procedūros tikslas, – užtikrinti vienodą Europos Sąjungos teisės aiškinimą ir taikymą visuose valstybių narių teismuose, – pagrindžia būtinybę Teisingumo Teismui nagrinėjant prejudicines bylas plečiamai aiškinti Europos Sąjungos teisės aktus, įtvirtinančius jam priskirtus įgaliojimus.

4. Nuolat didėjant Europos Sąjungos teisės aktais reglamentuojamų teisinių santykių apimčiai, didėja Teisingumo Teismo darbo krūvis. Todėl Teismas ėmėsi specialių priemonių bylų nagrinėjimui paspartinti, o Europos Sąjungos teisės aktuose buvo įtvirtinta galimybė tam tikrais specifiniais atvejais specialiąsias procedūras taikyti ir prejudicinio sprendimo priėmimo procese, nes tai padeda veiksmingai ir operatyviai užtikrinti teisminę asmenų, kurių teisinė situacija yra labai specifinė, teisių apsaugą. Teisingumo Teismo jurisprudencijoje pastebima tendencija vis dažniau taikyti specialiąsias procedūras.

AUTORĖS MOKSLINIŲ PUBLIKACIJŲ DISERTACIJOS TEMA SĄRAŠAS

1. PRAPIESTYTĖ, D. Baudžiamoji teisė Europos Sąjungos Teisingumo Teismo procese dėl prejudicinio sprendimo priėmimo. *Nepriklausomos Lietuvos teisė: praeitis, dabartis ir perspektyvos. Recenzuotų straipsnių rinkinys. Liber Amicorum Jonui Prapiesčiui*. Vilniaus universiteto Teisės fakultetas, Vilniaus universiteto Teisės fakulteto *Alumni draugija*, Vilniaus universiteto teisės fakulteto strateginio planavimo komitetas. Vilnius, 2012, p. 61-74.
2. PRAPIESTYTĖ, D. Europos teisės ir nacionalinės administracinės justicijos santykis Lietuvos vyriausiojo administracinio teismo veikloje. *Jurisprudencija: Mykolo Romerio universiteto mokslo darbai*, 2006, Nr. 5 (83), p. 102–110.
3. PRAPIESTYTĖ, D. Teismo samprata pagal Sutarties dėl Europos Sąjungos veikimo 267 straipsnį. *Socialinių mokslų studijos: Mykolo Romerio universiteto mokslo darbai*, 2011, Nr. 3 (4), p. 1207–1227.
4. PRAPIESTIENĖ, R.; PRAPIESTYTĖ, D. Teisės į sveiką aplinką tinkamą įgyvendinimą užtikrinantys aspektai Europos Sąjungos Teisingumo Teismo jurisprudencijoje. *Geografija*, 2010, t. 46, Nr. 1–2, p. 25–32.
5. PRAPIESTIENĖ, R.; PRAPIESTYTĖ, D. Europos Sąjungos Teisingumo Teismo vaidmuo įgyvendinant Europos Sąjungos aplinkos politiką. *Geografija*, 2010, t. 46, Nr. 1–2, p. 33–42.
6. PRAPIESTYTĖ, D. Europos Bendrijų Teisingumo Teismo praktikos, aiškinant „teismo“ sąvoką Europos Bendrijos sutarties 234 straipsnio kontekste, apžvalga. *Administracinė jurisprudencija: Lietuvos vyriausiojo administracinio teismo biuletenis*, 2008, Nr. 16, p. 317–324.
7. NORKUS, I.; PRAPIESTYTĖ, D.; ir VALANČIUS, V. *Procesas Europos Bendrijų Teisingumo Teisme: preliminarus nutarimas*. Sudarė V. Valančius. Vilnius: Teisinės informacijos centras, 2005.

PRANEŠIMAI KONFERENCIJOSE

1. PRAPIESTYTĖ, D. Nacionalinio teismo savarankiškumo principas ir prejudicinio sprendimo priėmimo procesas. Pranešimas, skaitytas 2012 m. balandžio 10 d. Mykolo Romerio universiteto Teisės fakulteto Civilinės ir komercinės teisės katedros organizuotoje konferencijoje „Teisės principų ir normų santykis teisės doktrinoje ir teismų praktikoje“.
2. PRAPIESTYTĖ, D. Europos teisės ir nacionalinės administracinės justicijos santykis Lietuvos vyriausiojo administracinio teismo veikloje. Pranešimas, skaitytas 2005 m. spalio 28 d. Mykolo Romerio universiteto Administracinės teisės ir proceso katedros organizuotoje konferencijoje „Administracinės teisės ir proceso naujovės teisinėje sistemoje“.

INFORMACIJA APIE AUTORIŲ

Deimilė Prapiestytė gimė 1980 m. birželio 14 d.

Išsilavinimas

| | |
|------------------------------------|--|
| 2004–2012 | Doktorantūros studijos Vilniaus universiteto Teisės fakultete |
| 1998–2003 | Vilniaus universiteto Teisės fakultetas, teisės magistro kvalifikacinis laipsnis |
| 2002 m. rugsėjis– 2003 m. kovas | Studijos pagal ERASMUS/SOCRATES programą Paris X Nanterre universitete |
| 1998 m. | Vilniaus m. Jono Basanavičiaus vidurinės mokyklos baigimas |

Mokslinės ir profesinės stažuotės

| | |
|-------------------------------------|--|
| 2008 m. liepa | Stažuotė Prancūzijos Valstybės Taryboje |
| 2005 m. birželis – 2005 m. liepa | Mokslinė stažuotė Prancūzijos Valstybės Taryboje Stažuotė Paris X Nanterre universitete |

Profesinė ir akademinė veikla

| | |
|-------------|--|
| Nuo 2009 m. | Europos Sąjungos Teisingumo Teismo teisėjo patarėja |
| 2008–2009 | Europos Sąjungos Teisingumo Teismo teisėjo teisės asistentė |
| 2007–2008 | Teisėjo padėjėja, Lietuvos vyriausiasis administracinis teismas |
| 2006–2008 | Vilniaus universiteto Teisės fakulteto Konstitucinės ir administracinės teisės katedros asistentė |
| 2003–2007 | Lietuvos vyriausiojo administracinio teismo Teismų praktikos departamento Tarptautinių teismų praktikos skyriaus konsultantė |